Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 78 (1990)

Heft: 1

Artikel: Féminiser la politique

Autor: Polonovski Vauclair, Brigitte

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-279260

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

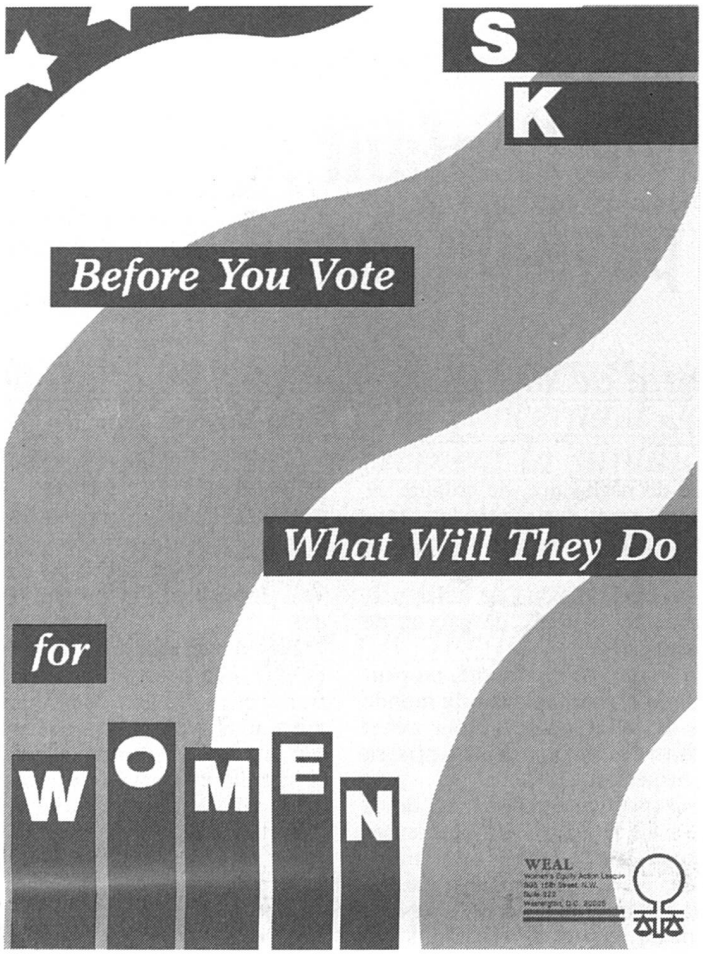
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 21.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch



Affiche de la « Women's Equality Action league », aux USA.

Féminiser la politique

Les femmes restent très minoritaires dans tous les parlements du monde.

L'Union interparlementaire a organisé, en novembre dernier, à Genève, un symposium de quatre jours sur la participation des femmes au processus de prise de décision dans la vie politique et parlementaire. 13 % d'hommes y participaient... soit la proportion mondiale de femmes dans les parlements !

Autre absence regrettée et regrettable : celle des médias. Et conclusion de la table ronde finale, avec quelques journalistes : la presse, dirigée par le pouvoir masculin, véhicule des images stéréotypées de la femme et ne s'intéresse pas à autre chose.

Venues des quatre coins du monde, toutes les oratrices faisaient la même analyse, ou presque. De par leur éducation, les femmes assument plus de responsabilités dans la gestion de la vie quotidienne. Elles sont plus sensibles aux problèmes de la santé, de l'éducation, du logement, de l'enfance, de la famille, de la vieillesse, et plus à même de proposer des solutions réalistes et concrètes. Ce serait simple justice qu'elles participent à la politique aux côtés des hommes et en pleine égalité avec eux.

Les règles masculines

Or, de façon explicite ou subtile, les règles du jeu politique, la philosophie du pouvoir restent celles définies par les hommes. Les femmes se trouvent cantonnées dans des activités traditionnellement féminines, phénomène pervers car il engendre une hiérarchie factice. L'apport de la culture spécifique des femmes est indispensable pour donner des réponses satisfaisantes aux grands défis que sont la paix, le problème de la dette et la répartition des richesses, l'explosion démographique et un développement durable qui tienne compte de l'environnement.

Une part du chemin doit être parcourue par les deux partenaires, hommes et femmes, puisqu'ils sont également victimes des schémas établis. Un nouveau langage politique reste à trouver.

Parmi les contraintes d'ordre social, culturel et économique qui limitent la participation des femmes, certaines sont très importantes. Les stéréotypes bien sûr, mais aussi les réseaux de soutien dont bénéficient les hommes et l'organisation du temps de travail politique, conçue par et pour les hommes, qui met en concurrence le temps des activités politiques et celui des activités familiales ou professionnelles.

Comme remède, l'éducation civique et politique des femmes est importante, mais aussi les quotas, les réseaux de service, etc. Mais les questions de stratégie du pouvoir et de participation à la vie politique sont souvent reléguées à l'arrière-plan dans bien des pays en voie de développement, par la nécessité de satisfaire des besoins fondamentaux ou de lutter tout simplement pour la survie. Il a été signalé que l'aide au développement devait veiller à la réalisation de projets au bénéfice des femmes. La dette et le sous-développement touchent particulièrement les femmes et les enfants.

De nombreux délégué-e-s ont souligné la nécessité d'encourager les femmes à acquérir des formations en finance, économie, technologie, d'accorder une grande importance aux domaines de la santé, de l'enseignement, de l'action sociale et de la nutrition, questions clés de tous les pays.

Objectif 2000 : 26 %

L'objectif ultime du pourcentage des femmes parlementaires étant de 50 %, la moyenne mondiale actuelle de 13 % doit être doublée d'ici l'an 2000. Les quotas constituent un excellent moyen d'augmenter le nombre des femmes en politique et temporairement semblent constituer un bon système, meilleur si le régime électoral est fondé sur la représentation proportionnelle. Quelques délégué-e-s font des réserves qui sont faciles à comprendre : les détenteurs du pouvoir détournent le système en mettant les femmes en fin de liste par exemple, ou bien ce système est inconstitutionnel...

La nécessaire présence de « sentinelles » à tous les échelons politiques a été soulignée ainsi que l'importance d'une mobilisation d'hommes et de femmes pour appuyer la participation des femmes à la vie politique.

Aider les femmes à prendre conscience de leur valeur, à avoir une plus haute estime d'elles-mêmes fait aussi partie du programme d'avenir.

Pour poursuivre les échanges et les progrès un certain nombre de décisions ont été prises comme la création d'un groupe de travail pour l'objectif de l'an 2000, une publication pour échanger des informations régulières et des enquêtes auxquelles les pays membres seront invités à répondre...

Brigitte Polonovski Vauclair